REPUBLIQUE FRANÇAISE
Elections législatives du 14 juin 1981
RHONE — 11e circonscription



POUR UNE GAUCHE NOUVELLE

TITULAIRE **MEYNAND Elisabeth**
Enseignante — Militante de quartier

SUPPLEANT **AYET Alberti**
Ouvrier spécialisé

GISCARD BATTU, L'ESPOIR RENAIT

Alors que depuis des années tout paraissait bloqué, voilà que soudain s'exprime la volonté de discussion et d'action politique pour une transformation en profondeur de la société capitaliste.

Pour consolider la victoire de F. Mitterrand à laquelle nous avons contribué, il faut tout faire pour battre la droite à ces élections législatives.

BATTRE LA DROITE POUR UNE VERITABLE POLITIQUE DE GAUCHE

TRAVAILLER MOINS POUR TRAVAILLER TOUS

— Vers les 35 heures sans diminution de salaire.
— Abaissement de l'âge de la retraite à 60 ans.
— Arrêt des plans de licenciements en cours. Indemnisation de tous les chômeurs.
— Fermeture des « boîtes intérimaires » et ouverture immédiate des bureaux d'embauche dans les services publics et les entreprises nationales (PTT, Hôpitaux, Berliet RVI, etc.)
— Titularisation des auxiliaires et vacataires.

DEFENDRE NOS LIBERTES

— Abrogation de la loi Sécurité et Liberté, de la loi anti-casseur. Dissolution de la Cour de Sûreté de l'Etat. Amnistie pour les prisonniers politiques notamment pour les détenus corses et Colette Meynard.
— Réintégration immédiate de tous les délégués du personnel licenciés notamment à Berliet (RVI). Levée de toutes les sanctions frappant des militants syndicaux.
— Extensions des droits politiques et syndicaux à l'entreprise (conseils d'atelier, de bureau, etc.).
— Suppression du monopole de la radio-télévision.

LES MOYENS ET LE TEMPS DE VIVRE

— Revalorisation du SMIC et des bas salaires, ainsi que des prestations sociales et des allocations familiales.
— 5e semaine de congés payés.

REDUIRE LES INEGALITES

— Egalité des salaires entre hommes et femmes.
— Interruption volontaire de grossesse libre et gratuite pour toutes.
— Egalité des droits pour les travailleurs immigrés. Abrogation des lois Barre-Bonnet-Stoléru. Arrêt des expulsions. Régularisation des titres de séjour pour les femmes de travailleurs immigrés.

DECIDER NOUS-MÊMES DE NOS CHOIX

— Représentation proportionnelle intégrale à toutes les élections.
— Référendum d'initiative populaire.
— Du temps libre pour participer à la vie publique (associative, municipale, etc.)

POUR DES CHOIX NOUVEAUX

— Arrêt du programme nucléaire et notamment du surgénérateur de Creys-Malville.
— Diversification des sources d'énergie et développement des économies d'énergie.
— Arrêt du pillage et plan d'aide au Tiers-Monde.
— Boycott de l'Afrique du Sud et arrêt des ventes d'armes aux régimes racistes et fascistes.

Sans une avancée sérieuse sur l'ensemble de ces mesures, il ne saurait y avoir de réelle politique de gauche, et les espoirs que suscite le changement de personnel politique se transformeraient bientôt en désillusions. Tout n'est pas possible tout de suite, nous en sommes conscients. Mais nous savons aussi que bien des luttes seront nécessaires pour obtenir satisfaction.

LA GAUCHE N'APPORTE PAS, A DES QUESTIONS DE FOND DES REPONSES QUI CHANGENT NOTRE VIE QUOTIDIENNE

— **Nous n'acceptons pas le travail parcellisé, cadencé, monotone**, sans intérêt, sans initiative, qui est le lot quotidien de milliers d'ouvriers et d'employés, qui est la seule perspective offerte à des milliers de jeunes.

S'il est tout à fait nécessaire comme le promet la gauche, d'apporter des améliorations (35 h, 5e semaine, etc.), il faut aussi remettre en cause les rapports de l'homme dans le travail tel que l'a développé et imposé le capitalisme.

Avoir du travail, travailler moins, être mieux payés bien sûr, mais aussi travailler autrement, pouvoir se réaliser dans son travail, ne plus être de simples exécutants soumis à l'arbitraire et à l'autorité de la hiérarchie qui n'est pas seulement celle des salaires mais aussi des pouvoirs.

Nous revendiquons de pouvoir vivre de notre travail mais aussi de pouvoir vivre dans notre travail. Sans réponse à cette question, il ne peut y avoir de rupture avec le capitalisme.

— **Nous n'acceptons pas la politique politicienne**, nous n'acceptons pas d'être seulement consultés lors d'échéances électorales sur des programmes élaborés sans nous, pour élire des hommes politiques qui ne nous rendent aucun compte pendant la durée de leur mandat. Nous n'acceptons pas une pratique de la politique qui soit l'affaire d'une minorité de « spécialistes », alors que c'est de notre vie qu'il s'agit de décider.

Nous ne nous satisferons pas des réponses de la gauche, telles qu'elles figurent dans leur programme, telles qu'elles sont mises en œuvre dans les municipalités de notre circonscription. A l'heure où la notion d'autogestion communale est reprise par les deux grands partis de gauche, aucun lieu n'existe où les habitants puissent intervenir sur l'ensemble des choix en disposant de tous les éléments d'information permettant un réel débat. Au mieux existe-t-il des commissions pour des domaines particuliers (jeunes, femmes, immigrés, environnement...). Mais on peut s'interroger sur leur rôle réel, sur leur capacité à mobiliser effectivement de larges franges de la population pour des transformations sociales profondes !

— **Nous n'acceptons pas** l'organisation de la vie que nous a imposé le capitalisme. La déportation massive des familles populaires dans les banlieues les coupant de leur milieu d'origine.

Pour ceux qui ont un emploi, le lieu d'habitation n'est souvent qu'un lieu de passage, un simple dortoir, après la journée de travail et de transports longs et fatiguants.

Pour les autres, personnes âgées, chômeurs, jeunes et femmes en particulier c'est bien souvent la solitude, l'ennui dans des cités où manquent des lieux de loisirs, de rencontre.

Cette vie déshumanisée est rejetée par une volonté de communication sociale dont sont porteurs les mouvements sociaux depuis des années : écologistes, mouvement de femmes, mouvement de défense des travailleurs immigrés, associations de quartier, syndicalistes...

Contre la société qui a séparé de manière absolue temps de travail, temps de loisirs, vie sociale et vie familiale, qui isole les générations, vide les campagnes et urbanise sauvagement, ces mouvements tentent d'inventer des solutions, de résoudre les dégâts causés par le capitalisme dans tous les aspects de la vie.

La gauche, si elle illustre ses propositions à partir de ces problèmes, ne prend pas en compte le caractère de contestation de la société que traduit cette aspiration à vivre autrement.

Elle refuse de voir le potentiel de révolte accumulée, support à une mobilisation consciente pour une transformation sociale réelle.

Pour traduire politiquement ces exigences issues des luttes depuis Mai 68, mises en avant par les forces révolutionnaires et les nouveaux mouvements (femmes, écologie, régionalistes), nées de la réflexion politique conduite ces dernières années par de nombreux militants dans les partis de gauche et les syndicats,

IL FAUT UNE NOUVELLE GAUCHE

Ces élections législatives sont l'occasion de soumettre largement cette perspective à la discussion.

Il est nécessaire, au-delà des élections, que toutes les forces organisées politiques, associatives et tous ceux qui se reconnaissent dans l'exigence d'une gauche nouvelle se rencontrent et se concertent.

C'est seulement si nous portons, nous-mêmes, ensemble cette volonté de transformer la société que nous ne subirons pas les lendemains qui déchantent.

Alors au 2e tour, pour parachever la défaite de cette droite arrogante, nous voterons pour le candidat de gauche qui sera en lice.

AU 1er TOUR, EN VOTANT POUR UNE GAUCHE NOUVELLE,

— Nous affirmons avec force notre vigilance pour que les promesses soient tenues !
— Nous affirmerons avec force notre volonté de rupture avec cette société de profit, de gaspillage et d'égoïsme.

Imprimerie IPCC — PARIS